



Bulletin des cheminot-e-s du NPA de Paris-Est

Les véritables sauvages !

Macron et son gouvernement, prenant la suite de la campagne engagée par le Rassemblement national (RN), se sont lancés dans une surenchère de démagogie sécuritaire. Projet de loi contre le « séparatisme », reprise du vocabulaire de l'extrême droite sur « l'ensauvagement de la société » : tout est bon pour masquer la gestion calamiteuse de la crise sanitaire et les attaques portées par les capitalistes contre le monde du travail.

Une campagne mensongère

Pendant tout l'été, les mouvements d'extrême droite ont instrumentalisé des faits divers sordides en les reliant à l'immigration. Pourtant, les études statistiques ne montrent pas d'augmentation de la délinquance au cours des derniers mois ou années. Dès lors, cette campagne aurait pu rester cantonnée aux réseaux de la fachosphère.

.... reprise par le gouvernement

Mais depuis la fin de l'été, on voit le gouvernement surenchérir sur la démagogie sécuritaire et raciste du RN. Macron accuse de menées « séparatistes » les manifestants antiracistes ayant participé au mouvement international suite à la mort de George Floyd aux États-Unis. Darmanin se saisit du même vocable et prépare une loi, présentée comme un rempart à « la guerre civile », contre le séparatisme « islamique ». Et la démagogie xénophobe du ministre de l'Intérieur devient criminelle : il pousse le cynisme jusqu'à interdire des distributions alimentaires aux migrants à Calais.

Comme ses prédécesseurs, Darmanin est tout juste bon à parader, protégé de ses robocops, le temps de quelques photos, dans des quartiers souffrant du chômage, de la misère et des trafics qui en découlent ; comme il l'a fait à Grenoble le 26 août dernier. Tout ça c'est du spectacle ! Aucune mesure contre l'injustice sociale. La population de ces quartiers n'a rien à attendre des politiciens pour résoudre les réels problèmes auxquels elle fait face.

La première des violences

Mais, pour Macron et consorts, la question n'est pas là. Pointer la prétendue violence des classes populaires leur permet surtout de détourner l'attention de celle, structurelle et bien plus envahissante, des capitalistes et des États à leur service.

Ce sont eux qui, par leurs licenciements programmés, chez Renault, Nokia, Auchan, General Electric, etc., brisent des vies et plongent familles, quartiers et villes dans la pauvreté ! C'est pour alléger leurs cotisations et impôts que l'hôpital et la sécu ont été dépecés, avec les conséquences dramatiques révélées par la crise sanitaire actuelle. C'est leur police raciste qui traque et harcèle les migrants, les laisse mourir en Méditerranée, tue et mutilé dans les manifestations et les quartiers. Ce sont leurs gouvernements qui refusent d'accueillir les 12 000 réfugiés du camp de Moria de l'île grecque de Lesbos. La voilà la première des violences ! Les voilà les véritables sauvages !

A nous d'imposer notre agenda politique

Face à l'urgence de la crise sanitaire et sociale actuelle, le monde du travail n'a pas à se faire dicter son agenda politique par ces sauvages qui nous exploitent et nous gouvernent, mais a tout intérêt à imposer le sien :

- un million d'embauches dans les services publics ;
- l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes ;
- le partage du travail entre tous sans perte de salaire pour en finir avec le chômage ;
- au moins 300 euros d'augmentation des salaires par mois pour toutes et tous, et toutes les mesures nécessaires pour préserver notre santé, celle de nos anciens et celle de nos enfants.

Pour cela, il faudra retrouver le chemin des mobilisations collectives. Celle des gilets jaunes de samedi dernier était un premier modeste échauffement. La grève du jeudi 17 septembre pourrait constituer une nouvelle étape dans ce sens en nous permettant d'exprimer nos revendications.



Pour les intérêts du privé, la gare sature !

Entre les travaux du RER E qui continuent les week-ends et les travaux du CDG-Express qui monopolisent 5 voies en permanence, c'est un casse-tête pour caser les trains. Résultat, les TGV notamment, descendent de plus en plus tardivement du TEE de Pantin ou doivent remonter à peine arrivés... Bref, il n'y a plus le temps pour afficher les trains dans les temps pour les usagers et les cheminotEs doivent courir en permanence.

Qu'il y ait des travaux dans une gare, rien de plus normal. Mais quand il s'agit de travaux pour la réalisation du CDG Express, un projet totalement inutile et coûteux qui n'a d'autre objectif que de remplir les poches d'actionnaires privés, ça le fait pas !

entre activité, qui n'a d'ailleurs absolument aucun effet dans la lutte contre la pandémie. Elle semble de ce fait davantage préoccupée à préparer l'ouverture à la concurrence qu'à lutter contre la COVID19.

Bosse ou crève ?

Au PRI, la gestion de la crise sanitaire y est particulièrement désastreuse. La pression est mise sur la production, alors que la pandémie est loin d'être terminée et que le virus continue de circuler et de tuer. Alors que partout ailleurs le télétravail est privilégié, à la direction des études (DE) on doit s'entasser dans les bureaux, et sommés de respecter les gestes barrière ... ! Le nouveau directeur trouve du plaisir à "nous rejoindre" ? À nous de lui faire comprendre que c'est loin d'être réciproque...

L'Envoi À Domicile (EAD) ne répond plus

Il y a une vingtaine d'années, la SNCF commençait à fermer les guichets en expliquant que les gens préféreraient recevoir leurs billets chez eux. Après avoir défendu l'EAD comme le nec plus ultra, la SNCF veut maintenant s'en séparer et ne garder que quelques cheminotEs dans ce service.

Lors des entretiens exploratoires, la direction y va de son couplet « *l'entreprise va mal, il va falloir faire des efforts* » et tente même de pousser « gentiment » vers la sortie des collègues dont le poste est supprimé...

S'il doit y avoir des reclassements, ils doivent se faire dans les conditions demandées par les salariéEs et dans tous les cas, ce n'est pas aux salariéEs de faire les frais des choix de l'entreprise !

Karim Zeribi condamné : "balance ton poste !"

Condamné le 09 septembre pour abus de biens sociaux, le directeur de l'engagement sociétal de SNCF, Karim Zeribi, a depuis été "démis de ses fonctions". Cela faisait 2 ans qu'il était mis en examen, sans que cela ne dérange personne au sommet de l'entreprise. La direction fait moins dans la dentelle quand il s'agit de se débarrasser de militantEs syndicaux sans motif sérieux. Dernière minute : on nous dit dans l'oreille que M. Zeribi n'est en fait pas viré, mais a été promu au poste de directeur de la coordination et de l'animation des grands programmes d'entreprise, on ne l'attendait pas celle-là !

La séparation s'invite en salle de repos...

Officiellement pour raison sanitaire, la direction de l'escale de Paris-Est a décidé de modifier les accès aux salles de repos en séparant les agents TER des agents TGV.

Alors que pour respecter les distances sanitaires, il suffirait de mettre à notre disposition plus d'espace de repos, la direction préfère introduire le cloisonnement

Rendez-vous jeudi 17 septembre à 12h30 au bas des escaliers rue d'Alsace pour aller ensemble à la manifestation (qui part à 14h de République)!

Dans tous les secteurs du monde du travail, les cas de Covid réaugmentent, les moyens diminuent et en plus de ça les licenciements ne cessent de se multiplier. A la SNCF, ils préparent la privatisation. C'est ensemble qu'on pourra imposer nos revendications et prendre en main nos affaires : ! La journée d'appel à la grève du 17 nous permet de faire entendre notre colère, il faudra construire la suite !